

Inspection académique à Colmar / Un collectif d'enseignants contre les réformes Darcos



16 h40 : selon un scénario bien préparé, un premier groupe d'enseignants et de parents s'apprête à investir l'Inspection d'académie.



16 h 15 : en attendant Maryse Savouret, l'Inspectrice d'académie qui a promis de les rencontrer, les occupants s'installent.

Occupation, expulsion

En signe de protestation contre des réformes qu'ils réprouvent, une cinquantaine d'enseignants des écoles du département ont occupé vendredi, pacifiquement, l'Inspection académique du Haut-Rhin avant d'en être expulsés (DNA d'hier). Le film de la soirée.

Les raisons de la colère

Suppression de la carte scolaire, de l'école le samedi matin, des postes de Rased pour les enfants en difficultés, menaces sur les maternelles, incertitudes sur la formation des maîtres... La liste des doléances est longue.

« On est soumis à une avalanche de réformes. Elles mettent en danger l'école laïque et publique. Elles ne sont pas prises dans l'intérêt de l'enfant », estime Roland Braun, directeur d'école.

Sur la forme, les enseignants regroupés dans le collectif « Sauvons l'école pour tous » dénoncent « le mépris de la hiérarchie », « des simulacres de concertation », « l'irrespect par rapport à notre métier ».

Parce qu'ils n'ont pas réussi à se faire entendre « autrement », des enseignants de tout le Haut-Rhin, des formateurs de l'IUFM (*), des parents d'élèves, des représentants de la FCPE (*) ont décidé d'occuper l'Inspection.

« C'est une action illégale, mais non-violente, il n'y a pas de prise d'otages, on n'empêche personne de sortir », ont estimé les manifestants. Le collectif réclame le gel des mesures Darcos et « l'ouverture de vraies négociations ». Près de 1 400 personnes ont signé son manifeste.

Photos Gil Michel
Textes Agnès Muller

(*) : Institut Universitaire de Formation des Maîtres - Fédération de Conseils de Parents d'Elèves de l'Ecole Publique.



21 h45 : un important dispositif composé de policiers et de gendarmes évacue les manifestants qui opposent une résistance passive à leur expulsion.



18 h : Frédéric Hilbert, conseiller municipal d'opposition apporte son soutien à l'action du collectif.



Caroline Sanchez, directrice de maternelle et maître-formateur : « on reproche déjà à l'IUFM de dispenser une formation trop théorique. Qu'en sera-t-il avec une année de stage en moins ? »



21 h 15 : la police somme les enseignants de quitter les lieux « sans histoire ». Ces derniers refusent : ils n'ont pas pu remettre à l'inspectrice le manifeste signé par 1 322 personnes.



A 19 h l'inspectrice a fait savoir qu'elle refusait de rencontrer les occupants. Ils dénoncent « le refus du dialogue » et s'apprêtent à passer la nuit sur place.